



L'intervention du Président Juncker à l'occasion de la conférence de 2016 sur les perspectives agricoles de l'Union européenne

Bruxelles, le 6 décembre 2016

Good morning,

Mesdames et Messieurs, je voulais le dire d'emblée, sans créer – je l'espère au moins – de surprise: j'ai toujours été et j'ai l'intention de demeurer un partisan convaincu de la politique agricole commune.

La politique agricole commune a été la première politique commune de l'Union européenne et cela en dépit des efforts de ceux qui veulent la détruire. Il faut se rappeler – mais qui s'en rappelle ? – que jusqu'en 1964 l'Europe n'était pas encore autosuffisante sur le plan alimentaire. Cela peut surprendre les générations d'aujourd'hui mais il ne faut pas oublier qu'il n'y a pas si longtemps, au milieu du vingtième siècle, de graves pénuries alimentaires étaient monnaie courante pour des millions de citoyens européens.

Un pays, un continent qui ne peut pas s'autoalimenter, d'un point de vue géostratégique est un pays, voire un continent, en voie de perdition parce que dépendant de la volonté des autres. Moi je ne veux pas d'une Europe qui dépend de la volonté des autres. Nous vous devons donc beaucoup à vous et à vos prédécesseurs pour le travail qui est le vôtre puisque le monde de l'agriculture – le monde de la ruralité d'une façon générale – est un monde qui travaille. Vous n'estimez pas que le travail interrompt vos loisirs: vous travaillez. Souvent avec abnégation, par sens du devoir, par tradition familiale. Aussi pour la fierté que vous retirez, et à juste titre, de votre mission qui est essentielle et qui est indispensable: celle de nourrir nos concitoyens. Sans vous, notre mode et notre qualité de vie ne seraient pas ce qu'ils sont aujourd'hui, et je voulais vous en rendre hommage.

Avec l'entrée en vigueur de la politique agricole commune en 1962, l'Europe s'est donné les moyens d'acquérir son autonomie en matière de production alimentaire. Et nous pouvons en fait être fiers du parcours effectué depuis, puisqu'aujourd'hui l'agriculture européenne est devenue respectueuse de l'environnement et ses normes de qualité sont parmi les plus exigeantes au monde.

J'ai dit dans mon discours sur l'état de l'Union le 14 septembre dernier, que je voulais une Europe qui serait meilleure: c'est-à-dire une Europe qui protège, une Europe qui préserve notre mode de vie et une Europe qui assume ses responsabilités. La politique agricole commune respecte et contribue pleinement à ces objectifs:

- d'abord elle nous permet de protéger nos 22 millions d'agriculteurs et les 44 millions d'emplois qui dépendent directement et indirectement de l'agriculture. 44 millions, c'est deux fois plus que le nombre de personnes employées dans les secteurs d'avenir européens de l'automobile et de l'aviation réunis. Donc l'agriculture d'un point de vue emploi est également un secteur d'avenir;

- deux, elle nous donne – la politique agricole commune – les moyens de préserver un mode de vie européen qui contribue à la création d'emplois, à la croissance et aux investissements, ainsi qu'au dynamisme des communautés rurales dans chaque pays de l'Union européenne. Imaginez-vous l'état dans lequel se trouverait le paysage européen sans l'agriculture. Parfois dans mon pays je disais à ceux qui ne travaillent pas dans l'agriculture de s'imaginer que le travail gratuit qui est fait par l'agriculture aurait un coût énorme si ce travail devait être fait par des fonctionnaires ou par des ouvriers d'Etat;

- et trois, la politique agricole commune, dans le cadre qui est celui de l'Union européenne, assume pleinement ses responsabilités en matière de solidarité, comme en témoigne la mobilisation d'une aide supplémentaire de plus d' 1 milliard d'euros octroyée à des agriculteurs aux prises avec de grandes difficultés, notamment mais pas seulement dans le secteur laitier. Bien évidemment, cette aide ne fait que compléter le soutien au secteur agricole qui s'inscrit chaque année à hauteur d'un montant de 56 milliards d'euros sous forme de paiements directs et de paiements en faveur du développement rural.

Il ne fait donc aucun doute que cette politique doit être maintenue quant à ses principes directeurs. Elle doit évidemment pouvoir être ajustée ou complétée lorsque nous constatons des failles. J'ai à plusieurs reprises eu l'occasion de faire référence à la position des agriculteurs dans la chaîne alimentaire : je ne peux me résoudre à l'idée que le prix du lait puisse être inférieur à celui de l'eau. Nous disposons désormais du rapport présenté le mois dernier par la task force sur les marchés

agricoles et nous sommes en train d'analyser les recommandations qui furent émises et j'ai demandé à mon ami Phil Hogan de voir quel enseignement nous pouvons en tirer pour la filière agricole qu'il faut continuer à soutenir.

Si la politique agricole commune est une politique européenne à la fois fondamentale et indispensable, elle doit être simplifiée pour alléger la charge administrative qui pèse sur les agriculteurs et qui doit être modernisée pour relever les défis du 21ème siècle et qui doit répondre à nos objectifs de développement durable.

La simplification de la politique agricole commune, c'est la première mission que j'ai assignée au Commissaire Hogan lors de notre prise de fonction en 2014. Nous connaissons la charge administrative qui pèse sur vous, et souvent de manière beaucoup trop lourde. Son allègement a constitué une priorité ces deux dernières années et elle sera poursuivie.

Simplification et modernisation sont dès lors les maîtres mots et l'objectif premier de la communication sur l'avenir de la politique agricole commune que la Commission prévoit d'adopter avant la fin de l'année 2017.

La première étape sera celle d'une consultation publique qui sera lancée en début d'année prochaine et qui permettra à chacun d'entre vous de contribuer au débat sur l'orientation que devrait prendre à l'avenir cette politique stratégique d'une importance capitale.

Meine sehr verehrten Damen und Herren,

Mit unserer Mitteilung zur Vereinfachung und Modernisierung der Gemeinsamen Agrarpolitik haben wir den Weg hin zu einer Agrarpolitik, zu einer Landwirtschaftspolitik der Zukunft eingeschlagen. Zweifellos wird diese auch künftig marktorientiert bleiben. Mit einem Wert von fast elfeinhalb Milliarden Euro haben die Ausfuhren von Agrarerzeugnissen und Lebensmitteln aus der EU im September dieses Jahres ein Rekordniveau erreicht. Der Gesamtwert der Agrar- und Lebensmittelausfuhren aus der EU wird in diesem Jahr schätzungsweise 130 Milliarden Euro erreichen – verglichen mit weniger als 90 Milliarden Euro vor nur sechs Jahren.

Wenn wir uns vor Augen führen, dass jede zusätzliche Exportmilliarde in der globalen Wirtschaft allgemein 14 000 Arbeitsplätze generiert, sehen wir wie groß der Beitrag der Agrar- und Ernährungswirtschaft in der globalen Handelsbilanz der Europäischen Union ist. Sie, die Agrar- und Ernährungswirtschaft, trägt entscheidend mit dazu bei, die oberste Priorität der Kommission zu erzielen, das heißt: Arbeitsplätze und Wachstum zu schaffen sowie neue Investitionsimpulse zu setzen. In dieser Hinsicht bieten die Reisen von Kommissar Phil Hogan, etwa seine jüngsten Besuche in Vietnam und Indonesien, große Chancen, um neue und aufstrebende Märkte zu erschließen.

Indonesien und Vietnam, das sind 340 Millionen Verbraucher. Indonesien und Vietnam, 340 Millionen Verbraucher, das sind zwei große Märkte, die beispielsweise im Milchsektor nur zu 25% selbstversorgend sind. Es zeichnet sich also ab, dass wir große Märkte nicht direkt vor unserer Tür, aber in unserer Reichweite, sich entwickeln sehen.

Nun gehöre ich nicht zu denen, die alles Glück der Landwirtschaft im Export in entfernte Teile der Welt sehen. Ich hätte gerne, dass wir uns auf den Europäischen Binnenmarkt konzentrieren, weil die internationalen Exportmärkte zeichnen sich durch eine höchstgefährliche Volatilität aus; aber wir müssen diese Märkte nutzen, aber dürfen uns nicht auf diese Außenmärkte konzentrieren, sondern müssen uns auf den Europäischen Binnenmarkt konzentrieren.

In den nächsten fünfzig Jahren kann die Gemeinsame Agrarpolitik eine ebenso wichtige Rolle spielen, wie das in der Vergangenheit der Fall war, unter der Bedingung allerdings, dass diese Landwirtschaftspolitik, die gemeinsame, sich durch Vorausschaubarkeit auszeichnet: sie muss flexibel sein, und in der Lage bleiben, sich neuen Herausforderungen zu stellen; sie muss weiterhin den Landwirten ein grundlegendes Sicherheitsnetz zur Verfügung stellen; und sie muss den Anforderungen der Gesamtgesellschaft gerecht werden – und dazu gehören nun mal Fragen der Lebensmittelsicherheit, des Umweltschutzes und des Klimawandels. Und sie muss – das wissen alle – sinnvolle Beiträge zu den Prioritäten der Kommission liefern, in specie was unsere internationalen Verpflichtungen anbelangt, besonders die Übereinkommen von Paris zum Klimaschutz und den Zielen der nachhaltigen Entwicklung dienen.

In der Welt des 21. Jahrhunderts – eine Welt, die rapidem Wechsel ausgesetzt sein wird, Globalisierung nennen wir dieses Phänomen – müssen wir begreifen, dass Globalisierung nicht eine Naturgewalt ist, die wie ein Gewitter vorbeizieht. Globalisierung hat sich endgültig in unseren Lebensumständen und in unseren wirtschaftlichen Zwangszusammenhängen eingestellt.

Ich bin fest davon überzeugt, dass die Landwirtschaft sich diesen Herausforderungen zu stellen weiß, und bin im Übrigen auch davon überzeugt, dass immer mehr Menschen begreifen werden, dass Landwirtschaft, der ländliche Raum, die Ernährungsindustrie identitätsbestimmend für Europa sein werden. Kommissar Hogan wird dafür sorgen, dass das alles so kommt.

Vielen Dank!

SPEECH/16/4285